

le fanzine qui dynamite
la métropole





Béton armé n°1

AVRIL 2024

Sommaire

SOMMAIRE

DES FOIS IL Y A DES VICTOIRES...

...ET DES VENGEANCES !

LA SURVEILLANCE PAR LA CULTURE

LES ZOÏS, UNE EXPÉRIENCE LIBERTAIRE

LE PAYSAGE COLONIAL EN ALGÉRIE ET EN PALESTINE



DES FOIS IL Y A DES VICTOIRES...

Suite à l'action du mardi 17 octobre de grève, blocage et occupation du chantier de l'Aréna de la Porte de la chapelle, nous avons obtenu de la ville de Paris un rendez-vous le lendemain, aujourd'hui mercredi 18 octobre, afin de parler de leur rôle de facilitateur pour porter nos revendications au niveau du gouvernement. Le premier adjoint au maire a reçu cet après-midi une délégation composée de personnes des différents collectifs (Les Gilets Noirs, CSP75, CSP Montreuil, Droits Devant !) et du syndicat CNT-SO.

– Le premier adjoint au maire a promis de nous soutenir dans nos démarches auprès de la préfecture suite à la victoire arrachée à l'Aréna à savoir la régularisation de nos camarades travaillant pour les sous-traitants de Bouygues.

– Le premier adjoint au maire demande à la SOLIDEO et la société du Grand Paris de nous recevoir pour une discussion concernant la régularisation de tous les travailleurs « sans papiers » sur leurs chantiers.

– Le premier adjoint au maire demande un RDV en notre nom auprès d'interlocuteurs des ministères du travail et de l'intérieur dans le cadre des chantiers des JO. Mme Hidalgo, maire de Paris, envoie un courrier à M. Darmanin ministre de l'intérieur pour une rencontre avec les collectifs mobilisés contre la loi dite « immigration » et pour la régularisation de tous et toutes.

La ville de Paris, tout comme les patrons, entend que notre détermination à faire aboutir les régularisations obtenues suite à l'action du chantier de l'Aréna. Nous avons prouvé que nous sommes déterminés à poursuivre et étendre notre lutte pour les papiers, la liberté et la dignité.

Sans papiers, pas de J.O ni de Grand Paris !

La lutte continue...

Communiqué du collectif Gilets Noirs le 18 octobre 2023

...ET DES VENGEANCES !

Onze personnes s'évadent du Centre de rétention de Vincennes
le jour de Noël !

Onze individus ont réussi à s'enfuir du Centre de rétention administrative (CRA) de Paris à Vincennes ce lundi 25 décembre. Ils ont forcé une fenêtre du centre puis coupé le grillage vers 9 heures. L'alarme ne s'est pas déclenchée lors de l'évasion du groupe, mais la surveillance a été renforcée sur le site. Les évadés sont activement recherchés. Cet incident intervient deux jours après le déclenchement d'un incendie, qui n'avait pas fait de blessé, et d'une tentative d'évasion dans ce même CRA. Vers 22 h 30, samedi 23 décembre, en effet, des policiers étaient intervenus pour éteindre un incendie de matelas dans une chambre. En raison de l'épaisse fumée, une centaine de détenus avaient « été évacués » temporairement avant de réintégrer les lieux. Certains, une cinquantaine, avaient alors déjà « tenté de s'évader en coupant le grillage ou en brisant des fenêtres » avant que le calme ne revienne. Une autre évasion s'était déjà produite en novembre. Huit individus avaient réussi à faire un trou dans une chambre avant de s'échapper du CRA de Vincennes.

France Bleu/AFP, 25 décembre 2023

Paris : il s'échappe par la fenêtre en plein tribunal,
trois policiers légèrement blessés

Stupéfaction au tribunal administratif de Paris, mardi 26 décembre. Alors qu'un homme retenu au centre de rétention administrative de Vincennes (Val-de-Marne) comparait vers 17 h 30, il s'est échappé en pleine audience par une fenêtre de l'édifice, situé rue de Jouy, dans le 4^e arrondissement de la capitale. En voulant rattraper le fugitif, trois policiers ont été légèrement blessés. Pour rappel, le week-end dernier, 11 personnes ont réussi à s'évader du centre de rétention administrative de Vincennes, et sont toujours en fuite.

LCI, 27 décembre 2023

Action contre la machine à expulser à l'aéroport de Carpiquet

Cette semaine, on est allé-e-s à l'aéroport de Caen-Carpiquet rendre une visite nocturne à Chalair Aviation. Cette entreprise, spécialisée dans le transport de cadres d'entreprises et de patrons, fournit depuis août 2022 ses avions et ses services à la Police aux Frontières française pour qu'elle puisse procéder à des expulsions. Le contrat d'un montant de 8 à 13 millions d'euros sur 4 ans rend Chalair Aviation complice de la politique raciste de l'État français. Grâce aux appareils de Chalair, la police peut réaliser des vols cachés (des expulsions par surprise contre les retenu-e-s en Centre de Rétention Administrative), notamment depuis l'aéroport du Bourget. Pour info, le patron de l'entreprise s'appelle Alain Battisti. C'est l'ancien dirigeant de la Fédération Nationale de l'Aviation Marchande (FNAM). On s'est rendu-e-s jusqu'à l'entrepôt logistique de Chalair dans l'aéroport et on a tagué : « À bas les frontières » / « Collabos » / « Feu aux CRA »

Si les nations et leurs frontières sont imaginaires, les infrastructures elles sont matérielles. Les responsables de la machine à expulser et les grandes entreprises qui mettent en œuvre le racisme et l'extractivisme colonial ont des noms et des adresses (Chalair s'est aussi développée en Afrique où elle transportait des salarié-e-s de groupe miniers ou pétroliers au Niger, en Ouganda ou en Mauritanie). L'État et les entreprises capitalistes se soutiennent et s'entraident ; pour faire face, la solidarité et l'attaque sont nos armes.

Solidarité avec toutes les personnes qui subissent les frontières
et toutes celles qui s'y opposent !

Force aux prisonnier-e-s en lutte
dans les CRA et dans toutes les taules !

Sans noms, le 16 janvier 2024

LA SURVEILLANCE PAR LA CULTURE

PRÉCISION AVANT LA LECTURE : IL NE S'AGIT PAS D'UN TEXTE AVEC UN POSITIONNEMENT ANTI-ART (CELA NÉCESSITERAIT D'EN PARLER DANS UN AUTRE TEXTE) MAIS UNE RÉFLEXION SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES DES VILLES AUTOUR DE L'ÉCONOMIE DE L'ART ET DE LA CULTURE.

« L'État est incompétent en matière d'art. »
Gustave Courbet

Les emplacements de lieux culturels imposés ne sont jamais anodins et servent à réprimer la population : le lieu n'est pas « ouvert » vers le quartier mais ouvert à des personnes extérieures. Les pauvres ne s'intéressant pas à l'art et sont perçus comme incultes (par la mairie, architectes, etc.) ce ne serait donc pas rentable de construire pour eux. Les contrôles policiers, de plus en plus réguliers aux alentours, sont alors légitimés et validés d'une manière totalement consensuelle, en étant validés y compris par une gauche mollassonne. Les différents porteurs de ces projets utilisent une rhétorique colonialiste au sujet des lieux en ville qui ne feraient pas « vendeurs », c'est-à-dire qui ne génèrent aucune économie et qu'il faudrait donc coloniser par des projets urbains différents. À Caen par exemple, la mairie souhaite depuis longtemps faire des aménagements sur la Presqu'île, via un projet d'« écoquartier » qui servira, entre autres, à virer le plus loin possible les travailleur.euse.s du sexe et les sans-papiers qui pouvaient y trouver refuge, mais aussi rendre le lieu plus attrayant. Au fil du temps, cet endroit, marqué par des scènes de contre-culture et des lieux d'autonomie politique, se fait petit à petit absorber*. C'est en 2007 que l'on voit arriver une scène de musiques actuelles, nommée Le Cargö, qui organise concerts et résidences pour artistes à l'entrée de la Presqu'île. Deux ans plus tard, une école d'art est construite juste à côté. Tout autour, on trouve toute une armada de caméras de surveillance et abris anti-sdf. Le message est clair : il ne faudrait pas que la première chose visible en sortant de la gare soit un lieu de vie militant ou d'échappatoire

à la ville sécurisé et sécurisante. Il faut au contraire redynamiser la ville pour en faire un grand acteur économique, et donc reconquérir ces nouveaux territoires transformés en chef-lieu de l'art consommable. Dans *URBANISER POUR DÉPOLITISER : la rhétorique du spatialisme et du localisme* de Jean Pierre Garnier, l'auteur explique clairement la mise en place de cette stratégie appelée « localisme » qui « consiste à formuler, étudier et traiter les problèmes là où ils se manifestent, ce qui revient à confondre problèmes dans la ville et problème de la ville ». La mairie ne cherche pas à trouver des solutions par rapport à la pauvreté et à la misère, mais elle cherche à l'effacer et à la réprimer de plus en plus sévèrement. Si je prends l'exemple de Caen, les politiques restent les mêmes dans les autres villes. Les mouvements artistiques, même « contestataires », servent de passe-plats de la bourgeoisie aggravant la spéculation dans des quartiers populaires. Dans le New York des années soixante-dix, c'est le mouvement Fluxus et des mécènes d'artistes qui sont responsables de la grande précarité et de la gentrification des quartiers. À Paris, et surtout en banlieue, on trouve beaucoup de « squats » d'artistes complètement dépolitisés sans aucune nature contestataire, ne subissant pas la même violence que les cas politiques ou pour réfugié.e.s, et qui ont pour objectif d'être un jour légalisés et officialisés par une mairie, peu importe le bord politique. La fête de la musique, qui avait comme but premier de célébrer la musique sous toutes ses formes, est bien vite devenue un symbole de culture institutionnalisée, encadrée et extrêmement surveillée**. Elle ira jusqu'à tuer Steve qui avait eu l'audace d'écouter un soir de la techno sur les quais avec ses ami.e.s et loin du centre-ville un soir de 2019. Les années suivantes, c'est tout le milieu free party qui subit par la suite une lourde répression policière, les rassemblements devenant interdits à coups d'arrêtés préfectoraux. La free party, c'est aussi de l'auto-organisation où tous les participant.e.s sont invité.e.s à faire leur part. Ce qui inquiète le gouvernement, ce n'est pas la musique, mais le potentiel émancipateur derrière. Il est important, en tant que révolutionnaire, de voir clairement ce qui se cache derrière les grands projets inutiles et imposés en ville, et de lutter contre, tout en étant force de propositions. Lors de la commune de Paris en 1871, c'est autour de l'artiste Gustave Courbet que se fonde une fédération des artistes. Le comité de plus de 47 artistes décrète la « libre expansion de l'art, dégagé de

toute tutelle gouvernementale et de tous les privilèges ". Iels rouvrirent les musées et prévoyaient d'organiser des expositions nationales et internationales, en repoussant « toute exhibition mercantile » et supprimant les récompenses officielles. Apprenons des communard.e.s et organisons-nous collectivement pour imaginer un vrai art émancipateur et révolutionnaire !

*Le dernier lieu d'auto-organisation nommé La Pétroleuse a dû fermer en octobre 2022. Elle a accueilli pendant 5 ans des causeries, des cours d'autodéfense, des AG, des concerts et d'autres évènements divers et variés.

** Lire à ce sujet 21 juin : une culture mise à quai ? par Contre-attaque
<https://contre-attaque.net/2023/06/21/21-juin-une-culture-mise-a-quai/>



Pour aller plus loin :

CHRONIQUES DU DÉSERT, LE DÉSERT URBAIN,
éditions Grevis, 2019.

Guillaume Faburel, LES MÉTROPOLIS
BARBARES, Le Passager clandestin,
août 2019.

LES ZADs, UNE EXPÉRIENCE LIBERTAIRE

Partie I : LES CITADINS DÉTESTENT-ILS LES ZAD ?

Depuis maintenant plusieurs années, nous avons vu fleurir un peu partout, des tentatives de réappropriation des espaces. Que ce soit à de vastes échelles comme l'expérience des communes autonomes du Chiapas, ou que ce soit à des échelles plus modestes comme les occupations de quartiers (Occupy Wall Street), les squats auto-gérés et les ZAD (Zone Défendre). Ces expérimentations, que l'on pourrait facilement définir comme "libertaire" - ou du moins empruntant un modèle organisationnel libertaire - reflètent une véritable (à mon avis) aspiration d'émancipation et de liberté collective. Toutefois, il me semble qu'existe une certaine réticence militante quant à ces modes d'actions, notamment dans les espaces urbains - comme à Paris. Je ne tiens à ne faire aucune généralité, mais il me semble (encore une fois) que les militants.es urbains.es ne s'impliquent que marginalement dans ces méthodes de réappropriation de l'espace.

Pour étayer mon propos - perfectible et individuel - je vais prendre l'exemple de Zaclay, la ZAD qui s'est installée sur le plateau de Saclay. Pendant 2 ans, une Coordination de lutte locale s'est mobilisée pour s'opposer frontalement au projet gouvernemental du Grand Paris et de sa construction d'une nouvelle ligne de métro, la ligne 18. Ce projet écocidaire allait avoir comme conséquence directe la bétonisation des sols du plateau de Saclay - une des terres les plus fertiles d'Europe - et la destruction de nombreuses terres agricoles. Je fais ici - bien évidemment - un bref résumé des problématiques liées à ce projet. Les militants.es de la Coordination se sont alors organisés et ont implanté une ZAD - grâce à un couple d'agriculteurs locaux - sur le chemin de construction de la ligne 18 : Zaclay.

Pour m'y être rendu plusieurs fois et avoir discuté avec plusieurs militants.es sur place, j'ai eu écho de leur difficulté à mobiliser une masse partisane suffisante pour engager





un rapport de force politique. Alors, évidemment, je pense que malgré tout ils auraient fini par devoir plier bagage face à la répression étatique. Néanmoins, cela aurait évité que leur combat - jumelé avec les autres luttes comme le Triangle de Gonesse - ne soit groupusculaire et qu'il n'ait presque aucun autre écho public. Évidemment, sur Paris et dans la région parisienne, il existe de nombreuses luttes, réparties aux quatre coins de la ville et de ses alentours et il est compliqué de se mobiliser sur tous les fronts. Mais Zaclay, par ces défaillances numériques, ne sera resté qu'une petite écharde dans le pied du gouvernement qui n'aura eu besoin que d'une petite pince à épiler pour la retirer. Zaclay ne fut jamais une épine. Pour dissiper dès lors tout malentendu, les causes de la disparition de la ZAD de Saclay sont multiples et il n'est pas question de culpabiliser qui que ce soit ; et d'ailleurs, sa disparition n'est pas pour autant synonyme de la fin du combat contre la ligne 18. Sur Paris, on ne manque pourtant pas de collectif et d'organisation écologique plus ou moins radicales et révolutionnaires ; que ce soit Alternatiba, eXtinction Rébellion, Dernière Rénovation et j'en passe (qui bien sûr, agissent partout sur le territoire et même en dehors). Ces organisations ne sont pas les dernières lorsqu'il s'agit de défendre l'environnement ou la biodiversité. Mais où étaient-elles lorsqu'il fallait protéger des terres agricoles qui nous seront nécessairement indispensables si un jour nous souhaitons tous abolir le capital et l'état. Pouvoir nourrir la population sans être dépendant des grandes entreprises pétrolières qui permettent d'acheminer les marchandises par bateau ou par voie terrestre sera primordial si nous voulons abolir toutes formes de domination et de coercition.

Même les Soulèvements de la Terre, qui se vantent d'être le nouveau visage de la lutte environnementale, n'auront su impliquer massivement leurs sympathisants.es dans la défense de Zaclay. Et nous, les anarchistes ? Ou étaient nos organisations "révolutionnaires" lorsqu'il fallait appeler à la mobilisation pour protéger la terre. Dans les régions rurales, nous arrivons à nous organiser, mais ici, en région urbaine, nos efforts semblent bien insuffisants. Par rapport à tout ce que je viens de citer, nous étions là individuellement, mais sans parvenir à organiser un mouvement d'autodéfense collectif. Nous habitons en ville et dans des zones urbaines. Le problème est peut-être là. Nous ne parvenons pas à nous rendre compte de l'importance de la paysannerie et restons irrémédiablement concentrés sur le problème





ouvrier. Et avant que les communistes-léninistes ne me taxent de petit-bourgeois car je défends la paysannerie (clin d'œil clin d'œil), je tiens à dire que c'est parce que vous avez abandonné la paysannerie que la bourgeoisie en a profité pour en faire des alliés. Oui, vous et moi, nous vivons en ville et dans des zones ultra-urbaines. Oui, les problèmes de la terre et de l'alimentation nous paraissent lointains. Il suffit d'avoir faim et les tomates tombent directement dans notre assiette. Comme dirait Marx, le capitalisme à invisibiliser les chaînes et maillons de la production. Il est alors plus que nécessaire que nous, anarchistes, altermondialistes, autonomes et camarades anticapitalistes des villes, nous nous réappropriions la problématique de la terre et de la nourriture. Parce que si révolution il y a, il va bien falloir nous nourrir.

Vive l'autonomie ouvrière et paysanne !

Vive l'autogestion ! Vive l'anarchie !

Rocambole

LE PAYSAGE COLONIAL EN ALGÉRIE ET EN PALESTINE

EN RAISON DE LA SITUATION ACTUELLE EN PALESTINE, IL ÉTAIT IMPOSSIBLE DE FAIRE UN PREMIER NUMÉRO SANS PARLER DU NETTOYAGE ETHNIQUE EN COURS. DES VILLES SONT RASÉES ET LEURS SOUVENIRS AVEC ET DANS LE CYNISME LE PLUS TOTAL DES PROMOTEURS IMMOBILIERS ISRAËLIEN ENVISAGENT LE PLUS RAPIDEMENT DE CONSTRUIRE SUR LES RUINES DE GAZA. IL NOUS SEMBLAIT IMPORTANT POUR CE FANZINE D'ÉVOQUER LA VIOLENCE DU COLONIALISME PAR LE BIAIS DE L'ARCHITECTURE ET DU PAYSAGE, C'EST POUR CETTE RAISON QUE NOUS AVONS TRADUIT ET RACCOURCI CE TEXTE PARU INITIALEMENT

SUR LE SITE DE THE FUNAMBULIST EN ANGLAIS SOUS LE NOM DE
« READING COLONIAL LANDSCAPES IN ALGERIA AND PALESTINE ».

Cette conversation entre Samia Henni et Mostafa Minawi montre le rapport systémique des expulsions et destructions des villages palestiniens lors de la Nakba avec une violence coloniale et militaire similaire à ce qu'il se passera 6 ans après en Algérie. Aujourd'hui, les restes des ruines palestiniennes racontent cette histoire à qui peut les lire.

SAMIA HENNI : Je voudrais commencer cet échange avec un moment très spécifique pour nous deux : ta réponse à l'exposition : DISCRETE VIOLENCE : ARCHITECTURE THE FRENCH WAR IN ALGERIA que tu as vu à la galerie John Hartell à l'Université Cornell. J'ai organisé, dans le cadre de mes recherches, une exposition sur les opérations coloniales et militaires françaises en Algérie qui traitent le déplacement massif forcé de la population algérienne et les camps que l'armée française a créés en Algérie pendant la Révolution algérienne (1954-1962). Entre 2017 et 2019, l'exposition a voyagé à Zurich, Rotterdam, Berlin, Johannesburg, Paris, Prague, Cornell et Philadelphie. Lorsque tu as vu les documents d'archives visuels et textuels, publics et privés, civils et militaires, tu as immédiatement

fait un lien entre le déplacement forcé du peuple algérien par l'armée française et le déplacement forcé et la colonisation du peuple palestinien par l'armée israélienne. Tu as vu des similitudes entre les photos en noir et blanc et les vidéos tournées de 1950 à 1960 qui capturent cet exode violent et involontaire, et les lieux et scènes que tu as vécus en personne lors de ta première visite en Palestine. **Je pense que c'est un bon point d'entrée. Peux-tu décrire ces similitudes et ton expérience ?**



Le village palestinien Al Damun près de Acre/ Photo de Mostafa Minawi (2015).

MOSTAFA MINAWI : Quand j'ai visité cette exposition, je ne savais pas vraiment à quoi m'attendre. J'ai été immédiatement frappé par l'efficacité des images. En tant qu'historien travaillant avec des archives écrites, je n'ai pas l'habitude de travailler avec du document visuel, ce que je regrette. Ce qui m'est arrivé lorsque je me baladais dans l'expo Discreet Violence, c'est que j'ai immédiatement mis cela en lien avec mon propre vécu. Les images que j'ai vues m'ont rappelé le temps où je travaillais sur un projet de recherche consacré à la destruction et à l'effacement des villes et des villages palestiniens après la Nakba en 1948. J'ai été frappé par les similarités que l'on trouve dans les méthodes utilisées par les puissances coloniales. [...] Il y a tout un projet de relations publiques de l'armée qui a dépensé beaucoup de moyens pour s'assurer qu'il n'y ait qu'un seul récit lié au

déplacement des habitants. C'est très semblable à ce que j'ai vu en Palestine. [...] L'effort pour contrôler le récit de ces espaces se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Ces espaces sont continuellement surveillés par l'État israélien, refusant de reconnaître qu'il y avait des villages et des villes palestiniens ayant été enterrés ou « rebaptisés », malgré leur présence bel et bien physique. [...] Ce que vous voyez, ce que vous savez et ce que vous vivez est nié. Cela était particulièrement vrai dans les endroits où les premier.e.s habitant.e.s des villages dépeuplés ont continué à vivre à proximité de leur terre natale. Lorsque ces habitant.e .s palestinien.ne.s affichaient un panneau disant « Ceci était le village de ceci et cela », la police ou l'armée venait en moins de 24 heures les arrêter.



Le village palestinien Al Damun près de Acre/ Photo de Mostafa Minawi (2015).

La reconnaissance de l'existence d'un lieu détruit il y a 70 ans est toujours perçue comme une menace. L'État israélien continue d'effacer, de renommer et de contrôler le récit de ces lieux. Cela devient évident dans les récits transmis aux étudiants-tes israéliens-nes lorsqu'ils sont emmenés en excursion dans ces villages « historiques », dans ce qu'ils disent au grand public de cette présence / absence remarquable de maisons palestiniennes, dans ce qu'ils disent aux touristes explorant les « terres bibliques », [...] qui doit être comme si on était encore dans l'urgence de 1949. C'est toujours exposé comme si c'était les premiers jours d'occupation, comme si c'était les premiers jours d'occupation. Pour contrôler et maintenir la légitimité du colonialisme vous ne pouvez pas

le faire en une fois et aller de l'avant ; vous devez le faire à plusieurs reprises parce qu'il y a quelque chose au sujet des absences qui hante la terre et iels doivent continuellement composer avec. C'est ce que je voulais partager avec toi après avoir vu DISCREET VIOLENCE. Ça ne s'arrête pas là.

SH : Après notre première conversation sur les enregistrements visuels et les histoires qui peuvent être extrapolés de l'exposition, nous avons eu une autre réunion pour parler de ces espaces, villages et infrastructures. Vous m'avez montré des photos saisissantes que vous avez prises lors d'un voyage de recherche en Palestine avec un collègue israélien. [...] Les photographies montrent les ruines des villages palestiniens et les vestiges des fondations des maisons, revenues à la surface grâce à la croissance naturelle des arbres. Nous devrions publier certaines de ces photos à la suite de cette conversation. Qu'en penses-tu ?

MM : Je pense que c'est important. Le projet auquel je participais consistait précisément à aller là-bas et à prendre des photos de ce qui était autrefois des villages palestiniens et je ne les ai toujours pas utilisées. C'était une expérience émotionnelle qui a touché des choses trop personnelles et je l'ai donc mise de côté.

SH : Les photographies que tu as prises en Palestine dépeignent les « ruines du présent ». Ils témoignent de la destruction physique des bâtiments et de la démolition programmée des villages. C'est une preuve. Ces photographies dépeignent la violence ancrée dans le paysage colonial et confirment qu'une dévastation du bâti pré et post- 1948 s'est produite. Quand as-tu visité ces villages ? Combien de temps après leur destruction ?

MM : C'était en 2015. Je ne sais pas combien d'années après.

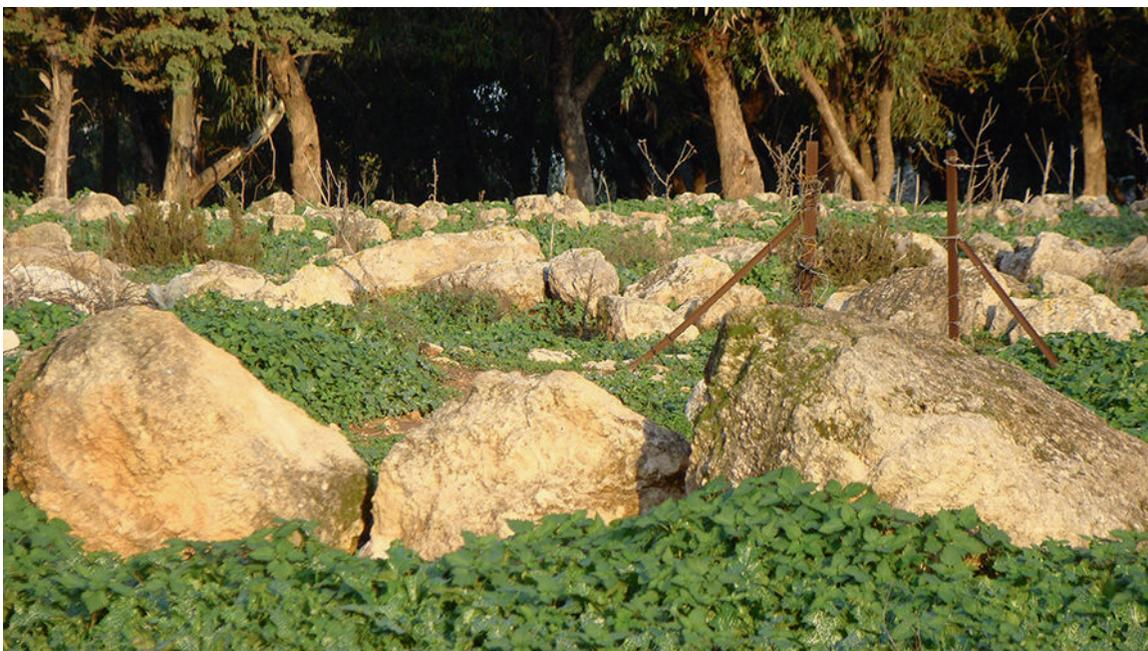
SH : Ce qui a m'a vraiment captivé, c'est ta description de la nature. Tu disais que les arbres prenaient le dessus sur les fantômes des villages et que les racines de ces arbres - que l'État israélien planta pour recouvrir et effacer la mémoire des villages palestiniens - faisaient remonter les fondations de ces maisons à la surface. C'est une image très puissante. Peux-tu décrire cette présence qui, grâce à la force de la nature, ne peut être effacée ?



Le village palestinien Al Damun près de Acre/ Photo de Mostafa Minawi (2015).

MM : [...] Au début, l'idée m'est venue environ deux ans après avoir essayé de trouver le quartier de ma mère à Jaffa. À ce moment-là, je venais à la recherche du quartier de Manshiya, qui faisait partie de Jaffa, mais je n'arrivais pas à le trouver. Je me souviens que je faisais des allers-retours entre Tel Aviv et Jaffa sans le trouver, même s'il aurait dû être là. Cela n'avait pas de sens jusqu'à ce que quelqu'un me dise : « Non, vous êtes exactement là où vous devriez être, vous êtes juste dessus ». Il a dit que c'était six pieds sous terre. Il m'a dit qu'ils avaient utilisé la terre pour enterrer les restes de Manshiya quand [le quartier] fut avalé par ce qui est devenu une partie de Tel Aviv. La moitié de ces quartiers, qui se trouvaient sur la côte de Jaffa, ont été détruits afin de pouvoir utiliser le front de mer pour les nouveaux résidents de Tel Aviv souhaitant se promener le long de la côte méditerranéenne. Ce quartier a été enterré et transformé en ces collines verdoyantes. [...] Pour moi, cela signifiait que les pierres physiques des maisons, des magasins et des mosquées étaient toujours là, six pieds sous mes pieds. C'était toujours présent mais invisible. J'étais juste dessus. Ce sentiment m'a marqué jusqu'à ce que je retourne à la recherche de villages qui, quelques années plus tard, commençaient à réapparaître. Ce que je veux dire par là, c'est que, dans certains cas, la même méthode a été utilisée dans les régions rurales où de nombreux villages palestiniens dépeuplés ont été enterrés.

L'État israélien a utilisé différentes techniques pour effacer les villages de la carte. Dans certains cas, ils utilisaient la terre végétale pour les enterrer, dans les zones plus reculées, ils faisaient uniquement sauter le toit des maisons faites de chanvres et de briques. [...] Ils ont ensuite planté des arbres à l'intérieur de la maison, dans les sols boueux de l'intérieur des maisons, puis à l'extérieur. Ils espéraient que le feuillage des arbres couvrirait tout pour que les maisons ne puissent être vues du ciel. Un relevé aérien montrerait des forêts inhabitées. Les murs seraient engloutis par la nature. Dans d'autres endroits où les villages étaient plus grands avec des routes plus grandes, ils démolissaient le tout et le couvraient avec de la terre, de sorte que les structures étaient complètement enterrées plutôt que simplement couvertes d'arbres. Cependant, à mesure que le sol s'est tassé au cours des soixante-dix dernières années, beaucoup de murs enfouis ont commencé à refaire surface [...] Tes yeux s'ajustent tu commences à voir que ce sont les murs des maisons qui émergent du sol. Puis vous voyez qu'il y a un bloc de maisons ici, puis c'est une rue, qui se croise avec une autre rue. Les villages commencent à se matérialiser dans votre imagination, comme un hologramme 3d qui prend forme Je me souviens avoir ressenti des frissons la première fois que j'ai compris ce que nous étions en train de vivre Souvent, avec de vieilles cartes en main, nous savions que nous étions à l'endroit où se trouvait un grand village, mais tout ce que nous avions vu au départ était des tas de roches et de pierres.



Le village palestinien Al Ruwayyis près de Acre/ Photo de Mostafa Minawi (2015).



Le village palestinien Al Ruwayyis près de Acre/ Photo de Mostafa Minawi (2015).

Cela a changé quand une fois, une personne expulsée de l'un des villages nous a vus marcher dans la confusion et est venue vers nous pour nous questionner. Les habitant.e.s de ce village ont été déplacé.e.s de force, ils ont donc érigé une nouvelle colonie juste à côté leur village d'origine a été élevé terre et enterré. [...] Un habitant nous a montré où le cimetière du village était/est. [...] Les cimetières détiennent les secrets de l'endroit où les villages sont enterrés.

NOUS PUBLIIONS LA SUITE DE CET ARTICLE DANS LE PROCHAIN NUMÉRO DE BÉTON ARMÉ.

Tu souhaites proposer un article pour le prochain numéro ou répondre à un texte du 1^{er} numéro ?

Contacte nous ici :

beton-arme-fanzine@protonmail.com

MERCI À ASPASIE (@ASPA.SIE) POUR LA 1ERE ET 4EME DE COUVERTURES.

**MERCI À THÉO GUILLARD POUR BÉNÉDICTION
ET À CLARA SAMBOT POUR CURRICULUM.**

Vous vous demandez très certainement ce que vous tenez entre les mains et si ce n'est pas le cas, c'est que la personne qui vous l'a filé en a très très bien parlé (félicitation).

Nous nous sommes réuni-es pour la première fois au printemps 2023 après le long mouvement contre la réforme des retraites et avant la période pré-insurrectionnelle des émeutes qui ont suivi l'assassinat de Mahel par un policier à Nanterre.

Durant cette période agitée, nous avons eu envie de réfléchir ensemble à la ville et à l'urbanisme, aux manières d'habiter la cité dans une perspective émancipatrice et anti-capitaliste, dans un contexte de répression et de surveillance de plus en plus écrasant. Ce fanzine écrit à plusieurs mains (pas tout le temps d'accord entre elles mais c'est normal) est le fruit de cette réflexion collective.

Il n'est pas l'organe d'une organisation mais l'expression d'un groupe d'individus autonomes.

BÉTON ARMÉ